

3

Perspectives de long terme de l'Asie Émergente¹⁷

Jean-Raphaël CHAPONNIÈRE

Évoqué dans les années 1980 lorsque les échanges transpacifiques avaient dépassé les échanges transatlantiques, le glissement du centre de l'économie mondiale vers l'Asie s'est accéléré dans les années 1990, et après avoir marqué un temps d'arrêt pendant la crise asiatique (1997-1998), ce mouvement a repris après l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et il s'est transformé en basculement depuis la crise mondiale de 2008. Démentant le pessimisme de l'après-guerre, six décennies d'une croissance contagieuse ont mis en mouvement près de la moitié de l'humanité. Grâce à cette croissance, des centaines de millions de personnes sont sorties de la pauvreté et, à quelques exceptions près¹⁸, tous les pays asiatiques ont intégré la catégorie des pays à revenu intermédiaire. La Corée, Taiwan et Singapour ont rejoint les pays avancés que tous les autres pays ont l'ambition de rattraper d'ici 2050.

Après une brève rétrospective des trajectoires économiques suivies par les pays asiatiques depuis la seconde guerre mondiale, ce chapitre analysera les facteurs (géopolitique, démographique, économique) qui, après avoir favorisé ces dynamismes, pourraient les ralentir dans les années à venir et il conclura sur deux scénarios contrastés.

17. Dans ce chapitre, l'Asie émergente regroupe la Chine, la Corée et Taiwan (en Asie de l'Est), les dix pays d'Asie du Sud-Est, et les pays d'Asie du Sud.

18. Neuf pays dont Bangladesh, Birmanie, Cambodge, Laos, soit moins de 10 % de la population de l'Asie.

Rétrospective : le vol des oies sauvages

La divergence entre l'Asie et l'Europe qui fait l'objet de vifs débats entre historiens¹⁹, a pris fin au milieu du xx^e siècle. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le Japon, qui avait intégré le club des grandes puissances dans les années 1920, faisait figure d'exception. Les décolonisations signalent le départ de la renaissance de l'Asie (Godement, 1993) qui a continué dans l'ordre multilatéral construit par les États-Unis²⁰ et auquel tous les pays asiatiques ont adhéré hormis la Chine et ses proches voisins (Corée du Nord, Vietnam du Nord) qui ont intégré l'orbite soviétique. La vigueur de cette renaissance a surpris car, à l'époque, ce n'était pas l'Afrique mais l'Asie qui paraissait mal partie ; elle avait souffert de la guerre et l'organisation des sociétés asiatiques était jugée incompatible avec l'industrialisation²¹.

Le vol des oies sauvages illustre les trajectoires suivies par les économies asiatiques depuis les années cinquante. Le Japon, premier à s'élancer, a été rejoint dans les années soixante par les Nouveaux pays industriels (NPI : Corée, Hong Kong, Singapour et Taïwan) suivis par les pays d'Asie du Sud-Est – un ensemble cinq fois plus peuplé. Ce vol a changé d'envergure lorsque la Chine et l'Inde accompagnées des pays d'Indochine et du Bangladesh l'ont rejoint. Depuis 2010, l'Asie explique les deux tiers de la croissance mondiale. Le produit intérieur brut (PIB) (en parité de pouvoir d'achat) de la Chine dépasse celui des États-Unis, l'Inde est à la troisième place devant le Japon, l'Indonésie à la cinquième et toutes les économies asiatiques, y compris le Bangladesh, ont progressé dans le classement mondial.

Le miracle japonais 1945-1985

1945 est l'année zéro du Japon ruiné par la guerre et, ajoutés au « baby-boom » de l'après-guerre, les rapatriements²² des Japonais résidents outre-mer font redouter une catastrophe humanitaire. La guerre froide et la victoire maoïste (1949) déjouent les projets des États-Unis qui

19. La « grande divergence » date-t-elle de la Révolution industrielle ou de la Grande Peste qui a bouleversé le rapport entre le capital et le travail ? A-t-elle été l'aboutissement d'évolutions endogènes aux sociétés européennes ou de transformations exogènes (découverte de l'Amérique, proximité des sources d'énergie) comme le soutient l'école de Berkeley ?

20. Le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM) et l'Organisation internationale du commerce sont nées en 1945.

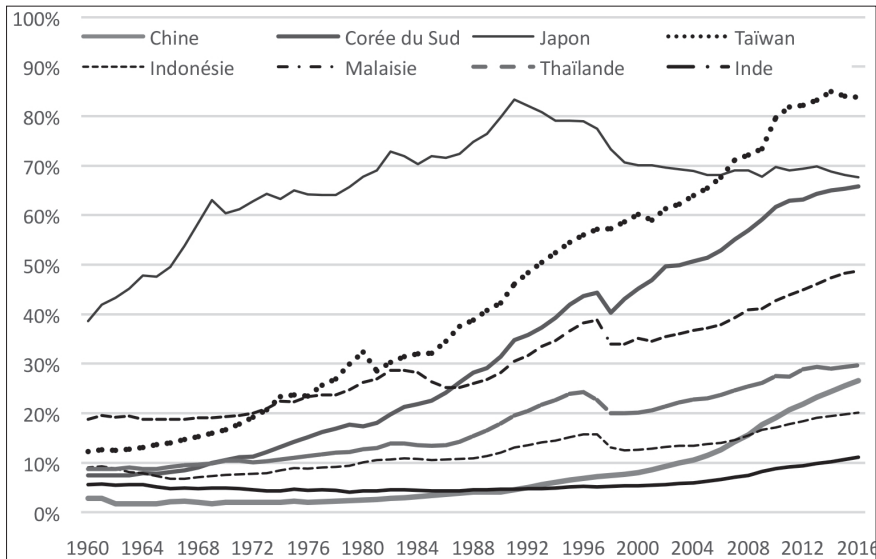
21. « En Orient, il faut constamment remplacer les ouvriers car ils retournent au bout de deux ans dans leurs villages » (Orchard, 1945, p.52).

22. Les rapatriements de Japonais vivant en Asie ont augmenté d'un sixième la population en cinq ans (Robin, 1951).

envisageaient de s'appuyer sur une alliance avec la Chine de Chang Kai-shek. Les Américains se sont résignés à aider le Japon à se relever et à renouer ses relations avec l'Asie du Sud-Est (Grosser, 2017).

L'élargissement du marché japonais a tiré la croissance et les exportations (10 % du PIB en moyenne) ont bénéficié du *benign neglect* américain jusqu'au début des années 1980. Accusant la sous-évaluation du yen de désindustrialiser les États-Unis, les Américains imposent la réévaluation (*endaka*) de la monnaie japonaise. L'*endaka* précipite un déménagement industriel vers les États-Unis et l'Asie tout en alimentant la spéculation immobilière au Japon. L'éclatement de la bulle inaugure une longue période de stagnation de l'économie japonaise.

Graphique 1. Revenu per capita (ppa) en % du revenu américain (hors Singapour et Hong Kong)



Source : Chelem.

Tigres et Dragons

À la fin des années cinquante, la Corée et Taïwan ont adopté des stratégies de promotion des exportations dans un environnement concurrentiel très favorable – en 1970, ces deux pays exportent quatre fois plus de produits manufacturés que le Brésil et deux fois plus que la Chine ou l'Inde qui se sont exclues du marché mondial. Placés « dans la roue du Japon », la Corée et Taïwan profitent de l'*endaka* pour lui prendre des parts de marché. Leurs excédents commerciaux sur les États-Unis se sont élargis et Washington fait pression sur ces deux pays pour qu'ils réévaluent et l'appréciation du won et du New Taiwanese dollar provoque des

délocalisations vers l'Asie du Sud-Est. À ces mesures s'ajoutent les pressions américaines relayées par le FMI pour une ouverture du compte de capital qui déclenchent des entrées massives de capitaux dans des systèmes bancaires mal régulés de Corée et d'Asie du Sud-Est. Grâce à cet afflux d'investissements directs étrangers (IDE) et de capitaux, ces pays connaissent une croissance très rapide et ces « dix glorieuses » s'achèvent sur la crise de 1997. Sortis rapidement de cette crise, les pays de l'Est et du Sud-Est asiatique renouent avec une croissance plus lente qu'expliquent le ralentissement de leurs exportations, le déplacement vers la Chine des chaînes globales de valeur et la baisse de l'investissement. Conservant une épargne élevée, l'Asie dégage des excédents qui, investis aux États-Unis, y maintiennent des taux d'intérêt bas et nourrissent une bulle spéculative qui éclate en 2008.

Le choc chinois

Se distinguant de celles qui ont précédé par sa vitesse et son ampleur, l'émergence de l'économie chinoise s'appuie sur l'héritage d'une civilisation millénaire et un prélèvement considérable sur la paysannerie pendant la période maoïste. À la fin de la décennie soixante-dix, prenant conscience de l'écart avec Taïwan, Deng Xiaoping lance des réformes économiques en s'inspirant de l'expérience des NPI tout en capitalisant sur l'attraction du marché chinois pour attirer des technologies et des IDE. Personne n'avait anticipé la vigueur de l'essor de la Chine : en 1989, faisant preuve d'optimisme Paul Kennedy prévoyait que son PIB dépasserait celui de la France en 2020 : il l'a dépassé en 2005 et il est cinq fois plus élevé (en dollars courants) en 2019.

L'adhésion à l'OMC (2001) a accéléré la croissance de la Chine – son PIB a sextuplé entre 2001 et 2019 – et permis une baisse considérable du nombre de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté tout en creusant les inégalités. En 2008, réagissant à la crise américaine, la Chine investit massivement et sa réaction, qui a abrité l'Asie de la crise, a creusé le déséquilibre entre consommation et investissement et a provoqué une montée très rapide de l'endettement (en yuan) de l'ensemble des acteurs qui dépasse 300 % du PIB en juin 2019 selon l'Institute of International Finance. Engagées en 2016, les mesures adoptées pour freiner l'endettement ont ralenti la croissance²³ ramenée autour de 6 %.

La crise mondiale de 2008/2009 l'ayant peut-être convaincu que le moment de la Chine était arrivé, Xi Jinping a rompu avec les conseils de prudence de Deng Xiaoping «*Cachez votre force, attendez votre heure, ne*

23. La mesure de la croissance du PIB chinois soulève des débats. Menées sans complaisance, des analyses [<https://rauli.cbs.dk/index.php/cjas/article/view/5400>] ont conclu à une amélioration de la mesure du PIB en Yuan courant tout en remarquant que celle du PIB en volume est sujette à caution.

vous mettez jamais en avant», et il a multiplié des initiatives (création de l'Asian Bank for Infrastructure, Belt and Road Initiative) qui redéfinissent la place de la Chine dans le monde. Entre-temps, durcissant son attitude vis-à-vis de la Chine, l'administration américaine a engagé une épreuve de force pour rééquilibrer les échanges bilatéraux, éliminer les barrières à l'entrée du marché chinois et freiner le rythme de rattrapage technologique de la Chine en mettant des obstacles aux transferts de technologie.

Le réveil de l'Inde

Dotée d'un régime démocratique, d'une presse libre et d'une justice indépendante, l'Inde semblait bien partie à l'indépendance. Ayant choisi de rester à l'écart du marché mondial, l'Inde s'est marginalisée et, abonnée à une croissance de 3 %, son économie a été régulièrement secouée par des crises de paiements. Après trois décennies de croissance lente, elle a libéré son économie du carcan administratif (le « Licence Raj »). Attirés par l'élargissement de la classe moyenne, les capitaux ont afflué et la croissance s'est accéléré pour atteindre voire²⁴ dépasser celle de la Chine depuis 2015. En dépit d'une offre abondante de travail, l'Inde s'est insérée dans le marché mondial en exportant des biens et des services sophistiqués. Sa croissance a été pauvre en emploi et depuis 2000, il augmente de moins de 1,5 % l'an, alors que le sous-emploi est considérable, que le chômage toucherait un peu plus de 6 % de la population (trois fois plus les diplômés) et que la population en âge de travailler augmente de 1,7 % l'an jusqu'à 2035. Un tiers de la population, pour la plupart dans les zones rurales, vit sous le seuil de pauvreté extrême, avec moins de 1,25 US \$ par jour.

Si l'Union indienne s'est engagée sur une trajectoire de convergence, ce n'est pas le cas des vingt-neuf États (et sept territoires) qui la composent. Toutes les analyses concluent à l'absence de convergence économique entre États²⁵. Les écarts de développement entre les États sont élevés et les plus pauvres (Bihar, Uttar-Pradesh, Chattisgarh, Madya-Pradesh, et Rajasthan) ont en commun d'être les plus agricoles et d'être enclavés ou voisins d'autres États pauvres.

24. Le taux de croissance indien depuis 2011 soulève des débats et selon l'ancien Chief Economist de la Banque centrale, il aurait été de 4,5 % au lieu de 7 % entre 2011 et 2017 (Subramanian, 2019).

25. La plus récente confirme l'absence de convergence économique entre États, tout en mettant en évidence une convergence au niveau des districts et en révélant une progression rapide du revenu des ménages vivant dans les « zones grises », entre villes et campagnes (Li et Qinghua Zhao, 2018).

Intégration asiatique, un phénomène de facto plus que de jure

Dans les années 1950, l'Asie ressemblait à un immeuble où des locataires se parlaient peu et fréquentaient des amis éloignés. En Asie de l'Est, la Corée et Taiwan n'avaient aucune relation avec la Chine ; en Asie du Sud-Est, l'Indonésie ne reconnaissait pas la Malaisie et ces deux pays avaient des litiges avec les Philippines. Les craintes suscitées par une défaite américaine au Vietnam ont convaincu ces pays de surmonter leurs querelles et de créer l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE ou ASEAN) en 1967. Contre toute attente, l'ASEAN a résisté à l'épreuve du temps et elle s'est élargie aux pays d'Indochine, à la Birmanie et à Timor. Redoutant la concurrence du marché chinois auprès des entreprises étrangères, l'ASEAN a établi une zone de libre-échange (AFTA) pour se présenter comme un marché unique et les pays ont éliminé les droits de douane sur les produits dont 40 % de la valeur ajoutée est réalisée dans l'ASEAN. Si la part du commerce intra ASEAN plafonne à 25 %, sa structure s'est modifiée et les composants échangés à l'intérieur des chaînes globales de valeur représentent un pourcentage élevé de ces flux.

Jusqu'à la fin des années 1990, l'AFTA était le seul accord de libre-échange en Asie. La crise asiatique, les difficultés du Doha Round et la rivalité entre les États-Unis, la Chine et le Japon ont justifié la prolifération d'accords bilatéraux relevant souvent de la « posture diplomatique » qui ont abouti à un véritable « bol de nouilles ». Pour aller vers l'intégration de l'Asie-Pacifique, deux voies ont été en concurrence jusqu'en 2013. La voie asiatique, qui privilégie des accords commerciaux, a abouti au Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) qui n'a pas encore été ratifié par tous les participants. La voie américaine, a conduit au Transpacificpartnership (TPP), un accord cousin germain du projet traité de libre-échange transatlantique (TAFTA) entre les États Unis et l'Europe, qui intègre des mesures « derrière la frontière » et auquel ont adhéré le Japon, le Vietnam, la Malaisie, Singapour et Brunei. Les États-Unis s'étant retirés du TPP après la victoire de Donald Trump, les autres participants ont négocié le Comprehensive Transpacificpartnership (CTPP). Depuis 2013, la Chine propose une troisième voie (Belt and Road Initiative, *cf. infra*).

La part du commerce intra-Asie (Est et Sud-Est) a légèrement augmenté depuis 2000, de 42 % à 46 %, mais cela ne traduit pas une plus forte intégration car la part de la région dans le commerce mondial a augmenté plus vite encore, aussi le « biais » régional²⁶, a diminué.

26. Il est défini comme le rapport entre la part des échanges intra régionaux à la part de la région dans le commerce mondial.

Convergence économique et divergence politique

Au cours de la décennie 1990 (hormis 1997 – 1999), la croissance asiatique a toujours dépassé celle des pays avancés et depuis 2000, l'écart s'est creusé. Le revenu par habitant (ppa) de Singapour et Hong Kong dépasse celui des États-Unis, le Japon qui s'en était approché en 1990, est dépassé par Taïwan et rattrapé par la Corée devant la Malaisie, la Chine a rejoint la Thaïlande qui est devant l'Indonésie. Ces moyennes s'accompagnent de disparités régionales considérables, les provinces côtières de la Chine ont un revenu per capita proche des pays d'Europe du Sud alors que les États indiens du Nord ont un niveau de revenu proche de pays africains.

De l'autocratie chinoise à la démocratie indienne, plusieurs régimes politiques coexistent en Asie, démentant la thèse (Lipset, Seong, Torres, 1993) selon laquelle « le développement économique est le prédicteur le plus important de la démocratie politique ». Les démocraties restent l'exception (Corée, Taïwan, Indonésie et Malaisie), les régimes se sont durcis au Cambodge, au Laos et en Thaïlande et cette évolution pourrait s'étendre à l'Inde (Jaffrelot, 2019) dans un environnement international caractérisé par une appétence pour les régimes forts dans les pays avancés et émergents. Ces durcissements sont parfois justifiés par la Chine qui, mettant en avant ses performances économiques, dénonce l'inefficacité des démocraties. Après dix années d'autoritarisme doux qui a suivi son adhésion à l'OMC, la Chine ne s'est pas transformée en une économie de marché comme le prévoyaient les négociateurs américains (Campbell, Ratner, 2018) et elle a renoué avec l'autoritarisme dur (Shambaugh, 2016) et la répression des décennies précédentes. Le gouvernement est persuadé d'être suffisamment à l'écoute de la population pour répondre à ses attentes. Refusant de mener des réformes, le régime prend le risque d'une transition désordonnée (Cabestan, 2018).

La vague populiste qui touche l'Europe et l'Amérique latine et qu'explique partiellement la stagnation des revenus (Mounk, 2018) a épargné l'Asie où ces régimes sont l'exception (Philippines) et où règne une vision de l'ordre combinant la croissance, la stabilité politique et le pragmatisme technocratique (Funabashi, 1993). En Asie du Sud-Est, on assiste à une montée de l'islamisme radical en Indonésie (province d'Aceh), en Malaisie (Kelantan et Terengganu), aux Philippines (Mindanao) et à Brunei porteuse de risque.

Émergence ou réémergence

Analysée dans la longue durée, l'émergence de l'Asie diffère de celle de l'Amérique latine ou de l'Afrique, car elle est parfois vécue comme une réémergence que les États présentent comme des revanches sur l'Europe. En effet, plusieurs pays asiatiques ont été des grandes puissances

avant de connaître une période de déclin qui a coïncidé avec l'irruption des Européens en Asie. L'empreinte européenne y a été assez superficielle, y compris dans les colonies, tant sur le plan culturel qu'économique : tirées par l'industrialisation américaine – agro-alimentaire et automobile – les exportations de l'Asie de l'Est et du Sud-Est ont glissé vers les États Unis *avant* la Seconde Guerre mondiale (Chaponnière, Lautier, 2018).

Après les indépendances ces pays sont devenus des enjeux de la guerre froide et à ce titre ils ont bénéficié d'une aide substantielle. Cela a été le cas de la Corée et de Taïwan, où l'aide américaine a représenté un apport entre 6 et 10 % du PIB qui a abrité ces pays de la contrainte externe : elle a financé entre 40 % (Taïwan) et 70 % (Corée) des importations dans les années 1950 qui ont été une décennie de croissance médiocre. En annonçant l'arrêt de leur aide, les États-Unis ont précipité l'adoption d'une stratégie de promotion des exportations (Chaponnière, 2006), l'aide américaine a été relayée par l'aide japonaise et l'aide publique au développement (APD) a représenté en moyenne 5 % du PIB entre 1960 et 1965, pour diminuer rapidement ensuite. Entre 1960 et 1975, l'APD a représenté 2 % du PIB des pays d'Asie du Sud-Est et moins de 1,0 % ensuite. L'APD a été en moyenne de 2 % du PIB en Asie du Sud et dix fois moins en Chine à partir de 1978 où elle s'est inscrite dans les objectifs de l'État²⁷. Si l'aide – notamment les réparations japonaises – a contribué à la reconstruction de ces économies après la guerre et des conflits, le développement des pays asiatiques a davantage bénéficié de l'attitude américaine de *begnin neglect* vis-à-vis de leurs pratiques mercantilistes : les États-Unis ont ouvert leur marché aux exportations asiatiques sans exiger de réciprocité.

L'Asie est une région plurielle et cette hétérogénéité a été l'un des moteurs du vol des oies sauvages. Les développements asiatiques illustrent les propos de Gerschenkron (1966) sur les avantages des pays tard venus sur les premiers pays industrialisés, car ils bénéficient de l'existence de pays plus avancés comme sources de technologie. Ainsi les NPI se sont appuyés sur le Japon, les pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie du Sud sur le Japon, la Corée et Taiwan – des investissements coréens ont jeté les bases du textile au Bangladesh et au Myanmar.

Ces pays ont embrassé la mondialisation et ont adopté des gestions économiques prudentes. La mise en mouvement de la moitié de l'humanité bouleverse l'équilibre de l'économie mondiale. Les succès passés peuvent inspirer un sentiment d'hubris aux gouvernements asiatiques qui,

27. Recevant le président de la Banque mondiale en 1978, Deng Xiaoping lui a présenté ses objectifs pour la Chine à moyen et long terme et a précisé : « nous les atteindrons avec ou sans votre appui mais si vous nous aidez, nous les atteindrons plus vite », Bettina G., Zhou Hong, 2009, *China and International Donors: Development Experience, Development Strategies and Development Partnerships* China DAC Conferences, Beijing, Octobre.

oubliant le contexte de leurs émergences, les attribuent à leurs seules valeurs²⁸, jugent l'Occident en déclin et se lancent dans des projets trop ambitieux.

Le retournement des facteurs de croissance

La croissance asiatique s'est déroulée dans un contexte de paix que menace la montée des nationalismes. La globalisation dont a profité l'Asie est critiquée par les pays avancés tandis que les États-Unis sapent l'architecture de l'ordre multilatéral. Les pays qui ont le plus bénéficié du dividende démographique, seront confrontés au vieillissement, l'industrie ne sera plus un moteur aussi dynamique et le coût de la dégradation de l'environnement sera de plus en plus élevé.

Géopolitique : la fin de la Pax Americana

Hormis des conflits circonscrits (Corée, Vietnam, Inde-Pakistan), l'Asie vit en paix depuis 1945. S'il n'entraîne pas automatiquement la démocratie libérale, le développement renforce plus sûrement le nationalisme dans la région la plus militarisée du monde où les dépenses militaires progressent très rapidement et où coexistent plusieurs pays qui ont le statut de grandes puissances. Exception faite de l'ASEAN qui regroupe Brunei, Cambodge, Laos, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor, Vietnam, les pays asiatiques ne se sont pas donné les moyens de coopérer pour résoudre les conflits qui les opposent. Cette lacune est inquiétante car non seulement plusieurs litiges n'ont pas été résolus²⁹ mais les gouvernements asiatiques entretiennent les rancœurs nées des blessures du passé. L'Asie du XXI^e siècle pourrait devenir un pôle d'instabilité (Gomard, 2019) (Gideon, 2016) et l'exacerbation des nationalismes conduire à des conflits que la Pax Americana avait jusque-là permis de contenir. Dans le passé, l'Asie a été concernée par les conflits intra-européens et, à l'avenir, l'Europe et le reste du monde seront affectés par les rivalités inter asiatiques comme ils le sont d'ores et déjà par les hostilités sino-américaines.

28. Mises en sommeil pendant la crise de 1997-1998, les « valeurs asiatiques » ont resurgi depuis 2008 (Mahbubani, 2018 et 2012).

29. Inde -Pakistan, Inde-Chine, Chine-Japon, Chine-Asie du Sud-Est, Corée du Nord – Corée du Sud, Chine Taiwan. Shinzo Abe qui avait comparé l'antagonisme sino-japonais à la rivalité entre la Prusse et le Royaume Uni souhaite que le Japon redevienne une nation normale, qui ne soit plus contrainte sur le plan militaire. Xi Jinping a rappelé que la Chine utiliserait la force pour imposer la réunification de Taiwan.

Jusqu'à l'élection d'Obama³⁰, Républicains et Démocrates ont suivi les conseils de Nixon (1967): « Le monde sera dangereux tant que la Chine ne changera pas et notre objectif est de susciter ce changement ». Depuis, non seulement, les Américains ne croient plus à la convergence de la Chine vers la démocratie et l'économie de marché, mais ils jugent qu'elle est un « rival stratégique et une puissance révisionniste » au même titre que la Russie. De leurs côtés, les Chinois ne font pas mystère de leur volonté de repousser les États-Unis d'Asie à l'instar des Américains qui, au XIX^e siècle, avaient écarté les Européens des Caraïbes. Seconde puissance militaire mondiale, loin derrière les États-Unis, la Chine donne la priorité au développement de sa flotte (Saint-Étienne, 2018).

Lorsqu'une puissance émergente conteste une puissance établie, l'histoire montre que cette dernière a souvent réagi par la guerre. Une telle réaction est improbable à l'ère du nucléaire³¹. Pour autant l'offensive menée par les États-Unis contre la Chine peut s'interpréter comme la version contemporaine de la riposte de Sparte à la montée d'Athènes et la réflexion de Thucydide peut être reformulée: « Les ambitions technologiques de la Chine et la peur qu'elles ont inspiré aux États-Unis rendaient inévitable une guerre économique ». L'objectif des États-Unis est moins de rééquilibrer les échanges que de freiner la progression technologique de la Chine et découpler l'économie américaine de l'économie chinoise. Quant à l'Europe, face au « défi chinois », un demi-siècle après « le défi américain », elle est partagée. La Commission européenne a déclaré que la Chine était un rival systémique³², mais la moitié des pays européens participent à la Belt and Road Initiative (BRI) et dix-sept adhèrent à l'organisation « 17+1 » créée à l'initiative de la Chine.

30. L'attitude américaine a évolué avec l'adoption de la politique du pivot vers l'Asie par Obama. Au plan économique, les États-Unis se sont ralliés à une proposition de la Nouvelle Zélande et de Singapour, rebaptisée le Partenariat TransPacifique; visant à remplacer le multilatéralisme par le « *similarisme* », cet accord entre des pays partageant les mêmes valeurs libérales visait à isoler la Chine. Au plan militaire, la politique du pivot s'est résumée au renforcement de la base américaine de Darwin et les Américains n'ont pas réagi à la mainmise de la Chine sur Scarborough Shell (2012) et d'autres îlots des Mers du Sud.

31. Les îles Senkaku sont mentionnées dans le traité de défense nippo-américain. En 2013, la Chine a décrété l'établissement d'une zone d'identification de défense aérienne sur ces îles, une décision aussitôt dénoncée par les États-Unis, le Japon, la Corée et l'Australie et des avions américains l'ont survolé sans autorisation.

32. Tout en partageant les inquiétudes américaines vis-à-vis de la Chine, Européens et Japonais collaborent pour une réforme de l'OMC. Uri Dadush, Guntram Wolff, The European Union's Response to the Trade Crisis *Bruegel Policy Contribution* Issue n° 5, 2019, García-Herrero, A, Europe in the Midst of China-US Strategic Economic Competition: What are the European Union's Options? *Working Paper, Bruegel*, 2019.

Une nouvelle mondialisation ?

La part de l'Asie (de Tokyo à Delhi) dans les échanges internationaux a quintuplé entre 1948 et 2018 et au cours de cette période le commerce mondial s'est contracté cinq fois, chaque contraction étant suivie d'un redressement vigoureux. Depuis la crise de 2008, sa croissance ralentit³³ et la géographie des chaînes de valeur ne s'étend plus. Rapporté au PIB mondial, le commerce de biens n'a pas retrouvé son niveau d'avant crise, par contre les échanges de services – 30 % du montant des échanges de biens³⁴ – progressent un peu plus vite et leur valeur ajoutée rattrapera celle des marchandises dans les années 2020³⁵. Enfin, les flux de données, mal renseignés, s'accroissent et leur valeur représenterait d'ores et déjà 20 % des échanges de biens et services. La moitié des utilisateurs d'internet vit en Asie et la Chine, le Japon, la Corée et Singapour figurent parmi les sociétés les plus en avance dans l'économie digitale : la part de la Chine dans le e-commerce mondial est de 40 % et ce marché est un tremplin pour Baidu, Ali Baba et Tencent³⁶.

La part des IDE dans le PIB mondial a culminé à 4,2 % en 2000, elle est redescendue à 1,7 % en 2018. Cette baisse s'accompagne de changements dans les destinations – ils se dirigent plus vers les pays avancés – et les origines – avec une hausse des IDE sortant des pays émergents – qu'explique en partie l'évolution des IDE sortants et entrants de Chine³⁷. Les flux de capitaux (hors IDE) ont été divisés par deux depuis 2007. Si les crédits bancaires européens se sont effondrés, cela n'a pas été le cas des créances des banques non européennes ou des pays émergents. Enfin les flux de personnes augmentent de 2,8 à 3,5 % de la population mondiale, entre 2000 et 2015³⁸.

Le tassement est-il la conséquence du ralentissement de la croissance ou annonce-t-il la fin de la mondialisation qui dispose pourtant d'impor-

33. Proche de 1 jusqu'aux années 1980, l'élasticité commerce/PIB a doublé entre 1985 et 2008 grâce à la réintégration de la Chine, de l'Inde, de la Russie et de l'Europe de l'Est et à la fragmentation des processus de production.

34. Ces échanges sont sous-estimés car les services représentent un tiers de la valeur ajoutée des biens échangés (Miroudot, Cadestin Services in Global value Chinas OECD, *Trade Policy Papers* n 197), 2017.

35. A. Subramanian, M. Kessler, *The Hyperglobalization of Trade and Its Future* Peterson Institute for international economics, 2013.

36. *Digital China, Powering the Economy to Global Competitiveness*, Mc Kinsey Global Institute, December 2017.

37. Réagissant aux fuites de capitaux, le gouvernement a pris des mesures qui ont provoqué une baisse de 40 % des IDE chinois au premier semestre 2017. L'année suivante, la nouvelle législation américaine sur les IDE a fait chuter les acquisitions chinoises.

38. De 7,2 % à 11,5 % dans les pays avancés et plus vite au Royaume Uni, au Canada et aux États-Unis (*World Migration Report*, 2018). Les migrations ont représenté 40 % de l'accroissement de la main-d'œuvre entre 2000 et 2014 – Mc Kinsey Global Institute, *People on the Move : Global Migration's Impact and Opportunity* December 1996.

tantes marges de progression?³⁹ Alors que l'on découvre de nouvelles manières d'effacer la distance – les avancées de la robotique et de l'intelligence artificielle annoncent des millions de « télémigrations » dans les services (Baldwin, Richard, 2019) – la tendance des sociétés des pays avancés est au repli. En 2002, Joseph Stiglitz évoquait la désillusion des pays émergents vis-à-vis de la mondialisation qui « *ne marche pas pour les pauvres du monde* ». En 2019, les sondages montrent que les sociétés asiatiques soutiennent la mondialisation⁴⁰ à la différence des sociétés des pays avancés qui l'accusent de provoquer des maux – chômage, inégalités – que l'on peut également attribuer aux évolutions techniques. Plusieurs raisons sont évoquées pour expliquer cette attitude et la montée du vote populiste. Milanovic (2016) a montré que les gains de la mondialisation ont été captés par les classes moyennes du Sud et la ploutocratie mondiale⁴¹; David Autor a révélé une forte corrélation au niveau des circonscriptions électorales entre la percée des importations chinoises et le vote pour Donald Trump⁴² et d'autres auteurs⁴³ ont mis en évidence le même impact sur le vote populiste en Europe.

En affaiblissant l'OMC, les États-Unis détricotent l'ordre multilatéral dont ils avaient été les principaux architectes. Si les hausses tarifaires – acier, équipement, importations chinoises – décidées par les États-Unis n'affectent qu'un pourcentage limité du commerce mondial, l'unilatéralisme américain marque une rupture et fait des émules⁴⁴, et la multiplication de ces mesures créent des incertitudes préjudiciables à l'investissement et dommageables aux petits pays.

Va-t-on vers un retour à la loi de la jungle (Kagan, 2018)? Un retour au monde bipolaire et une confrontation sino-américaine qui serait une transition vers l'avènement d'un monde multipolaire? Ce dernier scénario donnerait un nouveau souffle à la mondialisation qui reposerait plus sur les pays émergents que les pays avancés.

Paradoxalement, alors que le poids de l'Asie s'accroît dans le commerce mondial, la part de l'exportation dans le PIB diminue dans tous les pays asiatiques (hormis Cambodge et Vietnam) et en Chine elle est au

39. L'IDE finance 7,5% de la formation brute de capital fixe (FBCF) mondiale, les investissements de portefeuille représentent 39% de la capitalisation boursière mondiale; les migrants 2% de la population mondiale [http://www.dhl.com/content/dam/Campaigns/gci2014/downloads/dhl_gci_2014_study_low.pdf].

40. *Financial Times*, Asean Governments out of Step on Free Trade, 11 February 2019.

41. L'évolution des gains relatifs est illustrée par le « diagramme de l'éléphant » de Branco Milanovic (2016).

42. David Autor, David Dorn Gordon Hanson Kaveh Majlesi, *Importing Political Polarization? The Electoral Consequences of Rising Trade Exposure*, December 2017, NBER Working Paper No. 22637.

43. Cité par Dani Rodrik, *What's driving populism?* Project Syndicate, 9 July 2019.

44. En 2018, le Japon est sorti unilatéralement du traité sur la pêche de la baleine, et en 2019 il a pris des mesures commerciales contre la Corée depuis que la Cour suprême coréenne a exigé des entreprises japonaises qu'elles compensent les victimes de la guerre.

même niveau qu'en Inde (19% en 2017). Conséquences de l'élargissement des marchés nationaux, cette baisse s'accompagne d'une réorientation des flux très différente de celle qui était envisagée au début de la décennie 2000 : on anticipait alors que les grandes économies – États-Unis, Union européenne et Japon – intensifieraient leurs relations avec leurs périphéries respectives. Cela ne s'est pas concrétisé. L'Afrique subsaharienne commerce plus avec l'Asie qu'avec l'Europe ; la Chine, premier fournisseur des pays africains et du Moyen-Orient dépasse les États-Unis en Amérique du Sud – elle est seconde en Amérique latine – où le projet d'une vaste zone de libre-échange de l'Alaska à l'Argentine a fait long feu. La prolifération des accords de libre-échange (ALE) – souvent peu profonds⁴⁵ – n'a pas modifié la géographie du commerce mondial y compris en Asie (Est et Sud-Est) où la part des échanges intra régionaux a peu augmenté.

Le commerce se polarise autour de la Chine et la réalisation de la Belt and Road Initiative (BRI) devrait accentuer ce processus. L'ambition de ce projet pharaonique qui doit s'achever en 2049 va bien au-delà de l'amélioration de la connectivité (« Nouvelles Routes de la Soie ») et il se présente comme un gigantesque plan Marshall associé à la construction d'un ordre international centré sur la Chine⁴⁶. Consacrant plus de crédits au financement des infrastructures que l'ensemble des banques internationales de développement dont l'Asian Infrastructures Investment Bank (AIIB)⁴⁷, les banques publiques chinoises répondent rapidement aux demandes de financement des pays émergents en leur proposant des conditions financières (taux d'intérêt, délai de grâce et maturité) proches de celles des banques commerciales. S'inscrivant dans les priorités chinoises (rééquilibrage vers les provinces de l'Ouest, élargissement des débouchés industriels, promotion du yuan et recyclage des réserves), ces établissements financent des programmes ambitieux⁴⁸. Parce qu'elles doivent respecter le principe de non-ingérence⁴⁹ et qu'elles ne peuvent pas conditionner leurs prêts à des critères macro-économiques, ces banques

45. Exception faite du CPTP (avatar du TPP que les États-Unis ont quitté) qui a des dispositions au-delà des frontières.

46. Les 1 000 milliards de dollars évoqués n'ont jamais fait l'objet d'une déclaration officielle chinoise. Parag Khanna, *The future is Asian*, Weidenfeld 2019 ; Bruno Macaes, *Belt and Road a Chinese world order* Hurst and Company, 2018 ; Alice Ekman, *La Chine dans le Monde*, Odile Jacob, 2018.

47. Jusqu'à présent l'AIIB a joué un rôle modeste dans le financement de la BRI, J. R. Chaponnière, M. Fouquin, *Les routes de la soie, Blog du Cepii*, janvier 2019.

48. Le coût du chemin de fer traversant le Laos représente la moitié du PIB du pays et le coût du corridor sino-pakistanaï un cinquième du PIB pakistanaï.

49. Le principe de non-ingérence qui est depuis 1954 la marque de fabrique de la politique étrangère chinoise crée une contrainte pour les banques publiques chinoises. Faute de pouvoir conditionner leurs prêts à des critères économiques, elles négocient des contreparties et le plus souvent cas, elles proposent des prêts de « gain mutuel » qui sont adossés à un contrat commercial entre une société chinoise et une entreprise de l'État emprunteur dans lequel cette dernière accepte de vendre un volume donné de pétrole (ou

ont mis de nombreux pays dans des situations de surendettement. Réagissant aux critiques, le gouverneur de la Banque de Chine a annoncé au second sommet BRI (avril 2019) que la Chine allait concevoir son cadre de soutenabilité de la dette, ce qui signale une inflexion vis-à-vis du principe de non-ingérence.

Fin du dividende démographique et vieillissement

Entre 1950 et 2015, l'Asie a représenté les deux tiers de l'accroissement de la population mondiale en âge de travailler et, grâce à leur croissance riche en emploi, les transitions démographiques ont permis à ces pays de bénéficier du dividende démographique qui est la conséquence de la baisse du taux de dépendance. Ni l'Amérique latine, où le ratio de dépendance a diminué pendant la « décennie perdue » des années 1980, ni le Maghreb où la transition démographique des années 2000 s'est accompagnée de la montée du chômage des jeunes n'a bénéficié d'une pareille aubaine qui selon les périodes et les pays expliquerait entre le tiers et la moitié de la croissance du PIB⁵⁰.

Le dividende démographique, mesuré par la baisse du ratio de dépendance, s'est étendu sur soixante ans au Japon (des années 1930 à la fin des années 1980⁵¹), une cinquantaine en Chine, Corée, Taïwan, Thaïlande, Hong Kong, Singapour et dans les États du Sud et de l'Ouest de l'Inde où elle s'est achevée au début de la décennie 2010. Il prendra fin dans la décennie 2020 en Indonésie, en Malaisie et dans les États du Nord de l'Inde et vers 2050 aux Philippines et au Pakistan. La fécondité⁵² a diminué dans tous les pays et la Corée, où elle a chuté à 0,9 en 2018, le Japon, Singapour, Taïwan et peut-être la Chine⁵³ ont rejoint des pays européens dans la trappe de la faible fécondité⁵⁴ et d'autres (Thaïlande, Vietnam) les rejoindront. Depuis les années 1990, la contraception

de minerai) au prix du marché et à déposer une partie des revenus sur un compte séquestre à la banque chinoise qui prélève les intérêts et le principal du prêt souverain.

50. Bloom, D E, Jeffrey G. Williamson, "*Demographic Transitions and Economic Miracles in Emerging Asia.*" NBER Working Paper 6268, 1997.

51. Le taux de dépendance a augmenté dans les années 1970 (impact du baby-boom d'après-guerre), et diminué jusqu'en 1990.

52. Il s'agit de l'indicateur conjoncturel de fécondité qui s'obtient en classant les naissances de l'année selon l'âge de la mère et en rapportant pour chaque âge le nombre de naissances au nombre de femmes et en additionnant les taux observés à chaque âge. L'indicateur par la descendance finale, est le nombre moyen d'enfants mis au monde par des femmes d'une même génération, lorsqu'elles parviennent en fin de vie féconde: il a souvent été plus élevé que l'indicateur conjoncturel de fécondité.

53. Officiellement la fécondité est de 1,5 enfants par femme, mais la stabilité de ce taux surprend et des démographes (YI Fuxian cité dans Magnus, 2018, *Red Flags Why Xi China is in Jeopardy*, Yale University Press) estiment qu'il est peut être de 1,05.

54. W Lutz, V Skirbekk, M Rita Testa, *The Low-Fertility Trap Hypothesis: Forces that May Lead to Further Postponement and fewer births in Europe IIASA Working Papers*, March 2007.

explique moins cette baisse que le recul de la date du mariage par des jeunes mieux formés qui le perçoivent comme un luxe « recherché après une longue période de formation et de recherche d'un emploi »⁵⁵. Dans ces pays où les naissances hors mariage sont exceptionnelles cette attitude accentue la baisse de la natalité.

Tableau 1. Fécondité (nombre d'enfants par femme)

	1960	1990	2016
Chine	5,7	2,4	1,6
Corée	6,1	1,6	0,9*
Philippines	7,1	4,3	2,9
Thaïlande	6,1	2,1	1,5
Taiwan	4,0	1,6	1,2
Malaisie	6,3	3,3	2,1
Indonésie	5,7	3,1	2,4
Inde	5,9	4,0	2,3
Pakistan	6,6	6,0	3,5
Bangladesh	6,7	4,5	2,1

Source : Banque mondiale*, 2018.

La population se contracte au Japon depuis plusieurs années, elle va diminuer en Corée et diminuerait déjà en Chine selon des démographes critiques des statistiques officielles. La population chinoise en âge de travailler, qui a augmenté de 48 % entre 2015 et 2050, se contractera de 20 % dans le scénario médian des Nations unies et davantage si la fécondité est plus basse. Le nombre d'actifs potentiels se contractera en Thaïlande et ailleurs sa croissance ralentira dans les autres pays d'Asie du Sud-Est⁵⁶. Les pays asiatiques peuvent combattre l'impact de cette évolution : en augmentant la productivité, en élevant la participation des femmes au travail (Corée du Sud, Japon et Thaïlande), en retardant l'âge de la retraite souvent compris entre 55 et 60 ans (une solution bien acceptée car la faiblesse des taux de réversion contraint une proportion élevée des seniors à travailler dans des activités informelles peu productives) et enfin en favorisant l'immigration, acceptée en Malaisie et en Thaïlande, cette solution est moins envisageable dans les sociétés très

55. Cité par E Hervey Stephen, *Bracing for Low Fertility and a Large Elderly Population in South Korea* Korea Economic Association, April 2012.

56. Au Vietnam (+ 8 % après + 125 %), en Indonésie (23 % après +112 %) et aux Philippines (+ 50 % après +150 %).

homogènes d'Asie de l'Est⁵⁷. Tous les pays doivent réformer leur régime de retraite et adopter des systèmes qui intègrent les travailleurs du secteur informel beaucoup plus nombreux que les salariés du secteur formel.

Tableau 2. Accroissement de la population en âge de travailler (scénario médian)

	Entre 1980 et 2015	Entre 2015 et 2050
Asie Est	60 %	-20 %
Asie Sud	28 %	31 %
Asie Sud-Est	10 %	8 %

Source : Division de la population des Nations unies

L'Asie du Sud bénéficiera-t-elle d'un dividende démographique ?

La population d'Asie du Sud en âge de travailler augmentera de quatre cent millions d'ici 2050, soit un tiers de l'accroissement attendu dans le monde. En Inde cette augmentation (+260 millions) aura lieu dans les États du Nord et de l'Est de l'Inde. Le précédent des États du Sud et de l'Ouest qui ont bénéficié du dividende démographique justifierait d'être optimiste pour l'avenir des États du Nord et de l'Est qui entament la transition démographique si la situation de l'éducation était au même niveau qu'au Sud. Le dynamisme démographique de ces États suscitera plus de migrations internes, bien moins importantes qu'en Chine⁵⁸ – qui pourraient réduire les disparités régionales. L'évolution du Pakistan est plus inquiétante : le nombre d'actifs augmentera de 85 millions alors que la croissance crée peu d'emplois et qu'un sixième de la population masculine active travaille au Moyen-Orient, où les gouvernements adoptent des politiques pour réserver les emplois aux nationaux.

Vieillesse et ralentissement de la croissance

La baisse de la natalité et l'allongement de l'espérance de vie provoquent un vieillissement dont le rythme sera d'autant plus brutal que la transition démographique a été rapide. En France, cent-quinze ans (1865-

57. Dans le cas de la Corée, la réunification ne serait qu'un palliatif. Peuplée de 25 millions d'habitants, la Corée du Nord affiche un taux de fécondité égal au taux de renouvellement et un âge médian inférieur de 5 ans à celui du Sud. Dans un premier temps la réunification pourrait donner une impulsion aux naissances mais le précédent allemand suggère que la natalité du Nord pourrait converger vers celle du Sud.

58. Selon une enquête s'appuyant sur les ventes de billets des chemins de fer, les différences linguistiques ne constituent pas un obstacle dirimant, Arvind Subramanian, *Of Counsel The Challenges of the Modi-Jaitley Economy*, Penguin 2018.

1980) se sont écoulés pour que la part des seniors augmente de 7 % (pays vieillissant) à 14 % (pays âgé); ce doublement s'est fait en soixante-neuf ans aux États-Unis, vingt-quatre ans au Japon, vingt-cinq ans en Chine et vingt ans en Corée, en Thaïlande et au Vietnam. En 2050, selon le scénario médian de la division des Nations unies, l'âge médian et le pourcentage des plus de 65 ans dans la population seront de 53 ans au Japon (36 %), 48 ans en Chine (26 %), 54 ans en Corée (38 %), 49 ans en Thaïlande (29 %) et 42 ans au Vietnam (22 %) comparé à 44 ans en France.

En 2050, la moitié des plus de soixante ans dans le monde seront en Asie et, d'ici là, le vieillissement freinera simultanément la production et la consommation⁵⁹. Au Japon la contraction de la population au travail a été de 10 % entre 1995 et 2015, la croissance annuelle du PIB per capita a été de 0,6 %; dans ce pays et en Corée, la faiblesse des taux de remplacement contraint les seniors à continuer de travailler dans des activités moins productives aussi, en dépit de ces apports et de l'aide de leurs enfants, un quart (Japon) et la moitié (Corée) vit en dessous du seuil de pauvreté. Ces précédents sont inquiétants pour les autres pays asiatiques qui sont moins riches et ont tardé à se préparer. C'est tout particulièrement le cas de la Chine qui n'a pas profité de la manne économique engrangée pendant la période de dividende démographique pour investir dans un système de protection sociale et dans l'éducation; la Chine consacre 5,4 % du PIB à la santé – 7,4 % en Corée et 10 % au Japon – 2,5 % aux personnes âgées soit trois fois moins que la moyenne de l'OCDE (Attané, 2016). Avec l'érosion des solidarités intergénérationnelles⁶⁰, le vieillissement devient un défi majeur pour les sociétés asiatiques qui attendent plus de l'État. Cependant, la hausse envisagée des dépenses sociales de 7,7 % à 25 % du PIB en Corée d'ici 2050 et de 6 % à 16,5 % en Chine⁶¹ ne palliera pas la réduction des transferts familiaux (Ronald, Mason, 2006). En Asie du Sud-Est, l'évolution thaïlandaise est préoccupante: en 2050, l'âge médian, 49 ans, y sera plus élevé qu'en France. Proposant un taux de remplacement de 30 %, le système de retraite du secteur formel est d'ores et déjà en difficulté faute de cotisation suffisante, et la grande majorité des actifs travaille dans le secteur informel et ne cotise pas. L'État a créé un fonds alimenté par les apports de ces travailleurs abondés par une aide variable de l'État⁶². Le vieillissement érodera la cohésion sociale qui a été un atout de l'Asie émergente.

59. Au Japon et en Corée les dépenses des plus de 60 ans diminuent de 20 et 40 % par rapport à celle des quinquagénaires.

60. En Corée les transferts enfants parent assuraient 70 % des revenus de ces derniers en 1980, et 31 % en 2003. Parallèlement les parents sont plus réticents à être aidés par leurs enfants. Les transferts sociaux sont trop peu trop tard, malgré l'amélioration apportée par l'administration de Park Geun Hye a porté de 90 à 190 dollars par mois pour les plus pauvres (Source EAF 2018).

61. [<https://asia.nikkei.com/Spotlight/Asia-Insight/Asia-s-worst-aging-fears-begin-to-come-true>].

62. Près de 400 000 Thaïlandais participent à ce programme qui a l'ambition de couvrir vingt millions de travailleurs.

Érosion de la cohésion sociale

Grâce aux réformes agraires (Chine, Corée, Japon, Taïwan) et aux stratégies d'industrialisation créatrices d'emplois, les croissances asiatiques ont été inclusives jusqu'aux années 1990. Depuis, les inégalités se sont partout creusées et elles atteignent des niveaux élevés en Indonésie et Malaisie, Philippines, Thaïlande où les coefficients de Gini dépassent 0,4. En Chine elles approchent le niveau sud-africain, une comparaison pertinente pour ce pays qui pratique un véritable apartheid envers les 260 millions de travailleurs migrants⁶³. La part des revenus allant au premier décile est de 40 % (dont 13 % au 1 % le plus riche) selon le World Inequality Report de 2018, et le coefficient de Gini serait beaucoup plus élevé si l'on pouvait inclure les revenus « gris » des ménages les plus riches. La situation sociale chinoise est aggravée par l'iniquité d'accès aux soins⁶⁴.

À ces interrogations s'ajoute celle posée par l'avenir des agricultures asiatiques. Ces dernières s'écartent de la trajectoire européenne de modernisation qui est caractérisée par une hausse de la productivité du travail agricole, une baisse des dépenses d'alimentation accordant plus de place aux produits transformés. Cette trajectoire aboutit à un « monde sans paysans » (Timmer, 2009) où la part de l'agriculture dans le PIB et dans l'emploi est faible car les revenus du travail agricole et non agricole ont convergé. Les trajectoires japonaise et coréenne s'en rapprochent mais ces agricultures conservent les subventions et la protection des marchés a permis le maintien de structures minifundiaires (Dorin *et al.*, 2013). Les autres agricultures asiatiques suivent des trajectoires opposées : la population active agricole augmente⁶⁵ de même que l'écart entre productivité agricole et non agricole – de 1 à 4 en Thaïlande à 1 à 8 en Inde avec des écarts considérables entre les provinces et les États de ces deux pays. Dans les pays asiatiques à régime démocratique, les agriculteurs ont pris conscience de leur force électorale et, pour recueillir leurs suffrages, les élus augmentent les transferts à l'agriculture. En Inde où les exploitations ont en moyenne moins de deux ha, la stagnation des revenus agricoles a conduit à l'adoption en 2005 du programme Mahatma Gandhi National

63. Dans son livre sur la Chine, Grésillon (2015, p.154) rapporte les réflexions d'une Pékinoise que l'on pourrait attribuer à une Boer parlant des Noirs des townships : « Les migrants devraient avoir le courage d'admettre que s'ils ont été les bienvenus pour travailler ici, rien ne leur a été promis en termes d'installation. À eux d'en tirer les conséquences. »

64. La Chine est classée au 141e rang mondial pour l'iniquité des soins. Ainsi pour cent naissances, on regrette trois décès avant un an, plus qu'au Maroc, dans les provinces centrales et occidentales, alors que la mortalité infantile est aussi rare à Shanghai que dans le Nord de l'Europe (Isabelle Attané, 2011).

65. L'emploi agricole a augmenté jusqu'en 2002 en Chine et 2009 en Inde. En Asie du Sud-Est, commencée au début des années 1990, sa baisse a été interrompue par la crise de 1997, et les effectifs ont ensuite augmenté jusqu'en 2008 en Indonésie, 2011 aux Philippines et en Thaïlande et continuent d'augmenter au Cambodge et au Vietnam.

Rural Employment Guarantee Scheme garantissant cent jours de travail par an pour un salaire minimum au chef des familles situées en dessous du seuil de pauvreté. Durant la campagne électorale de 2019, le Parti du Congrès a évoqué un revenu minimum garanti, 200 euros, 60 % du revenu médian pour les 20 % les plus pauvres dont le coût serait d'un peu plus de 1 % du PIB⁶⁶. En Thaïlande, en honorant ses promesses aux agriculteurs, le Premier ministre Thaksin s'est assuré depuis 2004 du soutien indéfectible des provinces agricoles (les chemises rouges) et la junte, qui avait dénoncé son populisme, a suivi son exemple. La Chine où l'âge moyen des agriculteurs est de 57 ans, ne connaît pas le même problème, pour autant le mouvement des chemises rouges thaïlandaises (comme celui des « gilets jaunes » français) est suivi de près par les autorités chinoises qui consacrent plus de ressources budgétaires à la sécurité intérieure qu'à la défense⁶⁷.

Tableau 3. Population urbaine en millions (1980, 2015, 2050) et taux de croissance

	1980	1980/2015	2015	2015/50	2050
Asie de l'Est	328	3,2 %	977	0,8 %	1 291
Asie du Sud	220	3,0 %	629	2,1 %	1 282
Asie du Sud-Est	91	3,5 %	299	1,6 %	527

Source : Division de la population des Nations unies.

Entre 1950 et 1980, la population urbaine a augmenté de 15 % à 25 % de la population totale en Asie (et un pourcentage assez proche entre les différentes régions) et cette part a progressé plus rapidement entre 1980 et 2015 pour atteindre 56 % en Asie de l'Est, 47 % en Asie du Sud-Est et 34 % en Asie du Sud. La transition urbaine a été un vecteur majeur de la transformation des sociétés et un moteur des économies (Peyronnie *et al.*, 2017) à travers d'une part la construction, (la Chine a construit en moyenne l'équivalent de quatorze villes de 1 million d'habitants chaque année entre 1980 et 2015, l'Inde sept et l'Indonésie trois) et d'autre part la hausse de la productivité du travail qui accompagne l'exode rural. Au cours des trente prochaines années, le rythme de l'urbanisation ralentira en Asie de l'Est et en Asie du Sud-Est et s'accélérera en Asie du Sud et l'Inde construira l'équivalent de treize villes de 1 million d'habitants par an (au lieu de huit en Chine au cours de cette période).

Alors que la population vieillira et que le nombre d'actifs se contractera, maintenir une croissance élevée tout en assurant plus d'assistance

66. Le blog de Piketty, avril 2019.

67. En 2017, les dépenses de sécurité intérieure, 6 % du budget dépassent les dépenses militaires Jamestown, The People's Party spends more money defending itself from its people than it does on protecting its borders.

aux personnes âgées et aux agriculteurs, qui formeront un pourcentage important de la population, sera une équation difficile à résoudre pour plusieurs pays asiatiques. L'État ne pourra plus faire l'impasse sur les dépenses sociales alors même que son économie sera moins dynamique.

Désindustrialisation

Les émergences asiatiques confirment que le développement est, une fois de plus, passé par l'industrialisation. Le Japon, les NPI, et dans une moindre mesure l'Asie du Sud-Est ont adopté des stratégies conjuguant promotion des exportations, protection et ciblage. Ces stratégies ont fait de l'Asie l'usine du monde et, en créant des emplois qui ont élargi la consommation, elles ont donné aux pays asiatiques les moyens d'une croissance plus autonome.

L'industrialisation a été créatrice d'emplois grâce au textile habillage qui a partout été la première activité manufacturière et, pour des raisons contingentes⁶⁸, à l'électronique avec l'implantation de « filiales atelières » qui, contrairement à ce qui était anticipé, ont souvent fait souche et sont devenus des maillons des chaînes globales de valeur. En 1970, l'Asie (Japon inclus) réalisait un 10 % de la valeur ajoutée mondiale derrière les États-Unis et l'Europe (35 % et 30 %), en 2018 sa part est de 47 % (19 % pour les États-Unis et 24 % pour l'Europe). Au classement mondial de la valeur ajoutée manufacturière, la Chine a ravi la première place que les États-Unis occupaient depuis la fin du XIX^e siècle, le Japon est 3^e devant l'Allemagne, la Corée 5^e, l'Inde 6^e devant l'Italie et la France, l'Indonésie 9^e, Taïwan 12^e, la Thaïlande 20^e. La Chine est le premier exportateur de produits manufacturiers et la moitié des exportations mondiales proviennent d'Asie où se trouvent les deux tiers de l'emploi manufacturier (tableau 4).

La Chine, le Japon, Taïwan, la Corée, la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam (de même que les pays nord-européens) dégagent des excédents substantiels de leurs échanges manufacturiers, ce qui n'est pas le cas des pays d'Asie du Sud, d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Amérique du Nord. Cependant, le secteur manufacturier n'est plus le moteur le plus dynamique des économies asiatiques. Sa part dans le PIB (dans l'emploi) a atteint un maximum au Japon en 1961 pour le PIB (1976 pour l'emploi) lorsque le revenu per capita (ppa) était de 6000 \$ (ppa, prix 2011). Survenue à des niveaux de revenu bien inférieur, cette inflexion a eu lieu dès les années 1970 aux Philippines, dans les années 1980 en Inde et au

68. Les « usines tournevis » qui se sont créées dans les années 1970 ont tiré parti d'une disposition douanière américaine destinée à encourager les *maquilladoras* de la frontière mexicaine. Les entreprises de l'électronique souvent originaires de Californie, ont préféré investir en Malaisie et à Singapour car si le revenu moyen (parité de pouvoir d'achat) était plus faible au Mexique, la surévaluation du peso amenait les salaires mexicains bien au-dessus de ceux d'Asie du Sud-Est.

Tableau 4. Valeur ajoutée, exportations et emploi du secteur manufacturier en pourcentage du total mondial

En 2017	Valeur ajoutée	Exportations*	Emploi
Asie (Japon compris)	46 %	52 %	65 %
Europe	24 %	19 %	12 %
Amérique Nord	19 %	16 %	6 %
Amérique Latine	6 %	2 %	9 %
Afrique et Moyen orient	2,5 %	1 %	6 %

Sources : Banque mondiale (VA), Chelem Exportations manufacturières minimum, Organisation internationale du travail (ILO/OIT) stat. emploi manufacturier

* En pourcentage du monde moins *intra* UE.

Vietnam, et les années 2000, au Cambodge, en Indonésie, en Malaisie, au Pakistan, en Thaïlande et probablement en Chine, et dans les années 2010 en Corée et à Taïwan où la part occupée par ce secteur est la plus élevée en Asie

Tableau 5. Part du secteur manufacturier dans le PIB

	1960s	1970s	1980s	1990s	2000s	2010s
Japon		32 %	28 %	24 %	21 %	20 %
Corée	15 %	20 %	24 %	25 %	25 %	28 %
Chine					32 %	30 %
Taiwan	22 %	32 %	34 %	27 %	27 %	30 %
Cambodge					17 %	16 %
Indonésie			16 %	24 %	28 %	21 %
Malaisie	11 %	18 %	21 %	27 %	28 %	23 %
Philippines	24 %	26 %	25 %	24 %	24 %	20 %
Thaïlande	14 %	19 %	23 %	27 %	30 %	28 %
Vietnam			20 %	15 %	19 %	14 %
Bangladesh	6 %	8 %	14 %	15 %	15 %	17 %
Inde	15 %	17 %	17 %	17 %	17 %	16 %
Pakistan	13 %	15 %	14 %	15 %	14 %	13 %

Données : Banque mondiale et GSO Taïwan.

La désindustrialisation précoce s'explique pour partie par l'externalisation d'activités de service incorporées dans la production, mais, pour l'Asie hors Chine elle est également une conséquence de la concurrence

chinoise⁶⁹. Cette dernière longtemps expliquée par des salaires faibles et une monnaie sous-évaluée⁷⁰, repose désormais sur des externalités et des forces de polarisation (avantages d'agglomérations sans équivalent au monde) et un outil particulièrement performant : la Chine investit (en dollars courants) dans le secteur manufacturier deux à trois fois plus que les États-Unis, dix fois plus que l'Allemagne ou la Corée⁷¹. Dans l'industrie lourde (sidérurgie, métallurgie) sa capacité de production égale celle du reste du monde et grâce aux subventions (coût de l'énergie) qui leur sont accordées, les entreprises d'État sont devenues des concurrents redoutables.

La Corée qui fait un effort considérable d'investissement – 10 points de PIB dans le secteur manufacturier et 4 points dans la R&D – est avec le Japon le seul pays asiatique qui résiste à la Chine tout en bénéficiant de son émergence (elle dégage un excédent courant). Ce n'est pas le cas des pays d'Asie du Sud-Est dont les points forts ont peu évolué⁷² et qui s'ajustent à la concurrence chinoise en embauchant des travailleurs immigrés pour diminuer leurs coûts (30 % de l'emploi manufacturier en Malaisie). Toutefois ces pays, de même que le Vietnam, ont les moyens d'acquérir des entreprises des pays avancés pour monter en gamme, et ils commencent à attirer leurs ressortissants qui avaient fait carrière à l'étranger. Le conflit commercial entre la Chine et les États-Unis a déclenché une nouvelle vague de délocalisation d'industries de main-d'œuvre de Chine vers le Cambodge, le Bangladesh, Myanmar et le Vietnam, et dans ce dernier pays, les hausses de salaires suscitent à leur tour des délocalisations. La construction d'infrastructures dans le cadre de la BRI pourrait faciliter des délocalisations de la Chine vers le Pakistan (qui accueille le programme le plus ambitieux des BRI) et plus tard vers l'Inde – ce pays n'a pas adhéré au BRI mais le plan Make in India⁷³ – n'a pas provoqué de sursaut – et l'élargissement du marché assurera la poursuite de l'industrialisation.

L'industrie chinoise monte en gamme : 530 entreprises apparaissent au classement des 2000 entreprises qui investissent le plus dans la recherche dans le monde⁷⁴. Capitalisant sur sa demande, la Chine domine le marché de

69. Wood A. et J. Mayer, *Has China De-industrialised Other Developing Countries? QEH Working Paper*, Series – 1752011.

70. Mattoo, Mishra et Subramanian (2012) montrent qu'une baisse de 10 % du taux de change effectif réel du yuan diminue la part de marché d'un pays concurrent de 1,5 à 2 %.

71. En 2017, la Chine « consomme » trois fois plus de machine-outil que les États-Unis [<https://www.mmsonline.com/articles/the-machine-tool-industry-is-boomingglobally>].

72. Peu de produits nouveaux parmi les vingt premiers postes – sur les 1500 de la nomenclature à quatre chiffres – qui représentent 45 % du total. La réponse passe par l'investissement, une réforme de l'enseignement et des efforts de R & D dans un pays qui n'en fait aucun.

73. Il prévoyait de porter à 25 % la part du secteur manufacturier dans le PIB et de créer cent millions d'emplois.

74. UE Industrial Scoreboard (2018).

la voiture électrique, et dans l'intelligence artificielle elle rattrape les États-Unis. La Chine conservera sa prééminence dans le secteur manufacturier, et il est probable que les conséquences sociales de la désindustrialisation américaine amèneront l'État chinois à freiner les délocalisations. Confrontées à la hausse des coûts les entreprises chinoises ont le choix entre rester dans les régions côtières et automatiser, les quitter pour s'implanter à l'ouest de la Chine et enfin délocaliser en Asie ou au-delà.

Si l'élargissement des marchés nationaux et régionaux assurera la croissance du secteur manufacturier asiatique, ce dernier sera confronté (Hallward-Driemeier *et al.*, 2017) :

– À moyen terme à la diffusion des technologies – robotique, impression 3 D – qui peuvent redonner un avantage au Nord⁷⁵. Proche du coût horaire d'un ouvrier chinois en 2015, le coût horaire d'un robot d'assemblage⁷⁶ diminue d'autant plus vite que ces équipements sont de plus en plus fabriqués en Chine : capitalisant sur son marché (un quart du total mondial), le gouvernement chinois a fait des robots une priorité du plan « Made in China 2025 ».

– À plus long terme, à l'avènement de l'industrie 4.0, association entre biologie et digitalisation qui peut consolider la position des pays avancés et de la Chine aux dépens des pays à plus faible revenu⁷⁷.

Environnement

« Quiconque croit qu'une croissance exponentielle peut durer toujours dans un monde fini est un fou ou un économiste » (Morin E., 2011). Si elle s'accompagne de la diffusion du mode de consommation occidental, la croissance asiatique est le principal défi à l'avenir de la planète. À l'horizon 2050 plus de deux milliards d'individus pourraient avoir rejoint la société de consommation⁷⁸ et si, d'Islamabad à Pékin, les Asiatiques se contentent du niveau de consommation énergétique européen, l'Asie consommera huit fois plus d'énergie que les États-Unis d'aujourd'hui. La poursuite de la croissance fait que l'on atteindra les limites d'un nombre croissant de ressources. La Chine émet deux fois plus de CO₂ que les

75. Elles pourraient redresser la production manufacturière américaine : + 20% en 4 ans selon Mc Kinsey. Mc Kinsey Global Institute, Making it in America, November 2017.

76. Il était de 4 dollars, T. X. Hammes, Will Technological Convergence Reverse Globalization, National Defense University 2016.

77. Grâce à l'automation Nike qui emploie directement 500 000 salariés en Asie et trois fois plus indirectement prévoit de réduire d'un tiers ses sous-traitants *Financial Times*, Nike's Focus on Robotics Threatens Asia's Low-cost Workforce, 22 octobre 2017.

78. Homi Kharas, *The Emerging Middle Class in Developing Countries*, OECD Development Center, Working Paper 285, 2010 ; Dominic Barton, Yougang Chen, Amy Jin, *Mapping China's Middle Class, Generational Change and the Rising Prosperity of Inland Cities will Power Consumption for Years to Come*, McKinsey Quarterly Juin, 2013 ; Diana Farrell, Éric Beinhocker *Next Big Spenders : India's Middle Class*, McKinsey Quarterly Mai 2007.

États-Unis et sa consommation d'énergie par habitant a rejoint celle des Européens. À l'issue d'une comparaison de l'évolution des sociétés asiatiques et occidentales sur une très longue période, Ian Morris (2010) estime que l'Asie rattrapera l'Ouest tout en redoutant que ce rattrapage marque la fin de l'histoire.

La forte densité de peuplement, plus particulièrement dans les régions côtières, une urbanisation désordonnée et la fréquence des catastrophes naturelles sont les principaux éléments de vulnérabilité de l'Asie qui serait la région la plus affectée avec une perte de PIB projetées à l'horizon 2060 comprise entre 1,7% et 6,6% l'an en Asie du Sud et du Sud-Est selon l'OCDE (2016).

Tout en étant un élément du problème, l'Asie fait partie de la solution⁷⁹. Les conséquences de la croissance sur le climat sont fonction de la taille de la population, du revenu per capita et de l'impact environnemental d'une unité supplémentaire de richesse. En Europe et aux États-Unis, où la population augmente peu et la croissance est lente, diminuer ce dernier facteur peut contribuer de façon assez significative à réduire les émissions. En Asie, où les niveaux de vie sont cinq à dix fois plus faibles et où les populations augmentent plus rapidement, stabiliser l'impact global tout en augmentant le revenu exigera de réduire de façon drastique l'impact d'une unité supplémentaire de richesse : la stabilisation des émissions de CO₂ y exigera des mesures plus vigoureuses. L'Asie qui sera l'une des régions les plus affectées par le changement climatique, sera contrainte d'élaborer un paradigme de développement intégrant la finitude des ressources. Parce qu'ils ont davantage fait confiance à l'État, plus à même que le marché de gérer des biens publics, ces pays pourraient être mieux préparés à ce changement. La lutte contre les dégradations de l'environnement aura un coût de plus en plus élevé pour ces pays, à commencer par la Chine où le coût de ces dégâts est évalué à 3,5 points de PIB par le ministère de l'Environnement et entre 3 et 10% par d'autres analyses⁸⁰. Mis au point en 2008 par l'université de Yale, l'indicateur Environmental Performance Index⁸¹ synthétise quinze indicateurs relatifs à la qualité de l'air, de l'eau, aux émissions. Lors du premier classement, la Chine était 95^e sur 133 avec un score de 65, depuis sa situation s'est dégradée : en 2018, elle est 120^e sur 180, loin derrière la Corée, 60^e, le Japon et devant les pays d'Asie du Sud-Est (hors Singapour).

79. Chandra Nair, *Consumptionics Asia's Role in Reshaping Capitalism and Saving the Planet*, Infinite Ideas 2011.

80. Jean-François Huchet, *La crise environnementale en Chine : Évolutions et limites des politiques publiques* Presses de Sciences Po, 2016 ; Elizabeth C. Economy, *The River Runs Black The Environmental Challenge to China's Future*, Cornell University Press, 2004.

81. *Environmental Performance Index (EPI) – Yale University* epi.yale.edu.

Perspectives

L'optimisme des sociétés asiatiques⁸² contraste avec le scepticisme des Américains et le pessimisme des Européens. Cette confiance dans l'avenir est un puissant facteur de rattrapage, et les performances passées justifient l'ambition des pays asiatiques qui envisagent d'entrer dans la catégorie des pays avancés d'ici 2050. S'ils atteignent leurs objectifs, le XXI^e siècle sera le siècle de l'Asie.

L'extrapolation est le principal écueil de la prospective: « Le passé récent est une terre étrangère » (Wolf, 2014). Quelques années après le choc Spoutnik (1957), lorsque le revenu soviétique était le quart du revenu américain, Paul Samuelson annonçait que l'URSS supplanterait les États-Unis vingt ans plus tard; dans les années 1980, le rapport Inter-futurs (OCDE) prévoyait que les trois plus grandes puissances économiques en 2010 seraient les États-Unis, l'URSS et le Japon. Les vents qui ont porté l'émergence asiatique vont se retourner, et l'Asie fera face à des vents contraires à commencer par « le tsunami des tempes grises » auquel elle est peu préparée.

L'Asie de 2050 vue par elle-même

Les gouvernements asiatiques publient régulièrement des perspectives à long terme. Habitée des plans quinquennaux, la Chine se fixe également des objectifs décennaux régulièrement atteints ou dépassés. Ainsi, Xi Jinping a proposé deux « objectifs centenaires » pour réaliser le Rêve chinois: doubler le PIB par habitant entre 2010 et 2021, atteindre le niveau de revenu d'une nation « modérément prospère » pour le centième anniversaire de la naissance du Parti communiste chinois (PCC) et atteindre le revenu d'un pays avancé en 2049, centième anniversaire de la République populaire de Chine (RPC). Parallèlement le plan Manufacturing 2025 a l'ambition de faire passer la Chine du statut « d'usine du monde » à celui de « grande puissance industrielle » et de devenir un leader mondial dans les secteurs industriels de pointe d'ici 2050.

En Malaisie, la Nouvelle économie politique (NEP) proposait en 1970 des objectifs de croissance et de répartition du capital pour 1990. Le plan qui lui a succédé prévoyait l'adhésion à la catégorie des pays avancés en 2030 et, depuis l'initiative National Transformation 50, la Malaisie envisage de devenir l'une des vingt premières économies en 2050. Longtemps rétive à ce type d'exercice, la Thaïlande a publié le plan 2017-2036 (inscrit dans la constitution) avec l'ambition de rejoindre la catégorie des

82. À la question, « Pensez-vous que vos enfants vivront mieux que vous ? », les trois quarts des Chinois et des Indiens, plus de la moitié des Indonésiens et seulement 6 % des Américains répondent oui, et un quart des Européens répondent qu'ils vivront moins bien.

pays à haut revenu en vingt ans, un objectif partagé par l'Indonésie et le Cambodge dans ses perspectives 2030.

Le rattrapage est l'ambition de tous ces pays et sa faisabilité repose en partie sur la poursuite de la croissance de la Chine dont les performances ont régulièrement démenti les Cassandres. Dans les années quatre-vingt, lorsque les États-Unis toussaient, l'Asie attrapait la grippe, aujourd'hui l'Asie est plus sensible à la conjoncture chinoise. La Chine est le premier partenaire de la plupart des pays et près de la moitié des exportations asiatiques se dirigent vers le marché final chinois⁸³. Leurs exportations de service vers la Chine augmentent avec l'augmentation spectaculaire du tourisme chinois. La Chine est le premier émetteur mondial et les Chinois représentent déjà la majorité des entrées dans plusieurs pays asiatiques. L'élargissement des classes moyennes sera un formidable moteur pour les économies asiatiques et l'Asie pourrait assurer les deux tiers de l'augmentation de la demande dans le monde entre 2015 et 2030⁸⁴.

Après quatre décennies de croissance, si sa croissance ralentit, l'économie chinoise ne semble pas près de dérailler tout en conservant des marges de progression – en 2019 son niveau de revenu (ppa) est celui du Japon de 1970. La poursuite d'une croissance soutenue de la Chine tirera la croissance du reste de l'Asie et ces dynamismes accréditent le scénario du « siècle de l'Asie » élaboré par la Banque asiatique de développement (ADB) dans Asie 2050.

Tableau 6. Répartition du PIB mondial en prix courants (et de la population) 2050

	2018	2050	2050
	PIB	PIB	Population
États-Unis	23 %	17,5 %	4,5 %
UE	22 %	16 %	5 %
Japon	5 %	4 %	1,1 %
Chine	15 %	25 %	14 %
Inde	3 %	9 %	17 %
Autres Asie	8 %	7 %	14 %

Source : ADB Scenario : Siècle de l'Asie.

83. De 40 à 25 % en 2015 [<https://asia.nikkei.com/Opinion/China-s-regional-economic-pull-grows-even-in-a-slow-down>].

84. Homi Kharas, *The Unprecedented Expansion of the Global Middle Class: an Update*. Global Economic Development Working Paper, n. 100, Brookings Institution, 2017.

La Chine sera, à partir de 2030, la première économie mondiale (en dollars courants), avec en 2050 un PIB supérieur de moitié au PIB américain ou européen, loin devant l'Inde qui sera le pays le plus peuplé. La Chine sera la plus grande puissance d'un monde bipolaire et le contrôle qu'elle exercera sur les Nouvelles Routes de la Soie assurera son influence sur le reste de l'Asie, et une partie du continent eurasiatique.

En fermant son marché, la Chine a construit l'équivalent des GAFAs, avec Weibo, Ali Baba, Tencent qui n'ont rien à envier à leurs homologues américains et dans l'intelligence artificielle elle fait presque jeu égal avec les États-Unis⁸⁵. L'alunissage de *Chang'e 4* a démontré qu'elle disposait des moyens scientifiques et techniques du rattrapage. L'absence de démocratie sera-t-elle un obstacle pour aller au-delà en évoluant du « fabriqué en Chine » au « conçu en Chine » ? Il est peu probable que l'idéologie amène les autorités à s'égarer dans la promotion des lubies scientifiques d'un Lyssenko (Lecourt, 1976) chinois, cependant, faute d'exercer une attraction suffisante, la Chine aura du mal à attirer autant de talents étrangers que les États-Unis.

À l'horizon 2050, l'Asie aura retrouvé la place qu'elle occupait dans l'économie mondiale en 1820 (Nayar, 2013) et ce rattrapage pourrait être accéléré par un éventuel décrochage de pays avancés à la suite de nouvelles crises financières. Les deux plus grandes puissances mondiales seront des pays asiatiques. Les avancées technologiques de la Chine bouleverseront les modalités de la concurrence car si aujourd'hui les entreprises occidentales sont confrontées à la concurrence chinoise sur des produits conçus aux États-Unis ou en Europe, demain elles seront souvent confrontées à la concurrence d'entreprises chinoises sur des produits conçus selon des normes chinoises.

L'Asie face aux vents contraires

L'Asie qui, entre 1945 et 2008, a « mangé son pain blanc » (Auslin, 2017) va être confrontée à de nouveaux défis : un vieillissement rapide de la population accompagné de la contraction de la population en âge de travailler, un secteur manufacturier moins porteur, des pays avancés moins ouverts à ses exportations et ses investissements. Version contemporaine du piège de Thucydide, le conflit entre la Chine et les États-Unis traduit la volonté américaine de freiner l'émergence technologique de la Chine. Du fait de cet antagonisme, une nouvelle crise financière aura un impact plus dévastateur sur l'économie mondiale qu'en 2008. En effet, la coopération sino-américaine avait réduit son impact : à Washington, la Réserve fédérale des États-Unis (Fed) est venu au secours des deux grands

85. Une population qui l'assure du plus grand réservoir de données et un État qui protège peu la vie privée, peut lui donner l'avantage [<https://www.amazon.com/AI-Superpowers-China-Silicon-Valley-ebook/dp/B0795DNWCF>].

établissements hypothécaires (Fanny May et Freddy Mac) « Too Chinese to Fail » et à Pékin, la State Administration of Foreign Reserves (SAFE) a conservé ses bons du Trésor américain pour ne pas aggraver la crise alors que Moscou voulait les liquider⁸⁶.

Pour spectaculaire qu'elle ait été, la croissance chinoise depuis 1978 peut être considérée comme un rattrapage de la « norme d'Asie de l'Est » par la Chine qui, partageant plusieurs caractéristiques institutionnelles avec la Corée et le Japon⁸⁷, avait connu un demi-siècle de turbulences politiques, puis la Seconde Guerre mondiale, une guerre civile et trente années d'errements maoïstes. Quarante ans après le lancement des réformes, le revenu chinois a rattrapé le revenu coréen de 1995 et le Plan prévoit un atterrissage en douceur accompagné d'un rééquilibrage externe, avec la quasi-disparition de l'excédent courant, et d'un rééquilibrage interne, la consommation prenant le relais de l'investissement pour tirer la croissance. Rédigé conjointement par la Banque mondiale et le National Development and Research Commission (NDRC), placé sous le patronage du Premier ministre Li Keyang, le rapport China 2030, publié en 2012, a tracé une feuille de route devant permettre à la Chine d'éviter la trappe des pays à revenu intermédiaire et d'intégrer la catégorie des pays avancés. Le rapport conseillait de laisser plus d'espace au secteur privé comme l'avait fait la Corée des années 1990 ; l'État qui avait libéralisé le marché des biens, devait libéraliser le marché des facteurs – taux de change, taux d'intérêt et régime foncier. Non seulement le gouvernement chinois n'a pas suivi ces conseils, mais on assiste à un retour en force de l'État (Lardy, 2019) qui a précédé l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir. Son gouvernement n'a pas engagé ces réformes qui allaient à l'encontre de nombreux intérêts dont ceux des entreprises d'État (Aglietta, Bai, 2012). Il redoute leurs conséquences pour une économie qui progresse plus lentement que dans les années 1990 : la croissance avait alors permis d'absorber les millions de licenciements provoqués par les restructurations. Alors que les mesures prises pour freiner l'endettement affectent le secteur privé, les entreprises d'État mobilisent un pourcentage plus élevé du crédit tout en bénéficiant des débouchés ouverts par les Routes de la Soie.

Ce retour en force de l'État s'accompagne d'un durcissement politique. Doté de plus de pouvoir que tous ces prédécesseurs, Xi Jinping a mené une répression sans précédent au nom de la lutte contre la corruption, il a fait inscrire sa pensée et la Belt and Road initiative (BRI) dans la constitution et remis le PCC aux commandes : toutes les entreprises sont tenues d'accueillir des cellules du PCC habilitées à intervenir dans la

86. La Chine avait investi 800 milliards de dollars dans Fanny May et Freddy Mac. Sur cette question, Adam Tooze, *Crashed how a decade of financial crisis changed the world*, Allan Lane, 2018, p. 173.

87. Parmi lesquelles, la marginalisation des élites traditionnelles (avant le processus de modernisation), une ouverture sélective, un investissement dans l'éducation et relation étroite entre l'État et les milieux d'affaires.

gestion. La suppression de la limite de deux mandats qui empêchait le retour à une gestion dictatoriale accroît les risques d'instabilité lorsque se posera la question de la succession. La classe moyenne qui a largement bénéficié de l'essor économique redoute l'insécurité et le vieillissement rapide de la société est une évolution propice au maintien du statu quo⁸⁸ à moins de l'apparition de divisions au sommet – comme cela avait été cas pendant la crise de Tian'anmen ou d'une crise économique qui saperait la légitimité du gouvernement. L'histoire économique montre que les périodes de montée rapide de l'endettement ont très souvent abouti à une crise. Des réserves considérables et les restrictions aux sorties de capitaux abritent la Chine d'une crise des paiements. Par contre, elle peut connaître une crise larvée analogue à celle connue par le Japon des années 1990, les banques continuant de soutenir les sociétés d'État alors que les entreprises performantes reçoivent moins de crédits.

Entre temps, affronter les vents contraires, exigera une forte hausse de la productivité de l'ensemble des activités. Or, avec le niveau de revenu de la Corée de 1995, la productivité du travail de la Chine (relative à celle des États-Unis), est égal à celle de la Corée de 1980 selon les données de l'Asia Productivity Organization. La Chine est en outre handicapée par un niveau de formation bien inférieur qu'explique la faiblesse des moyens consacrés par l'État. Les performances des élèves de Shanghai qui rivalisent avec les Finlandais et les Coréens aux premiers rangs du classement Pisa, ne doivent pas faire illusion. La situation déplorable de l'éducation, dans les campagnes⁸⁹ pèse sur la moyenne nationale. Parmi les actifs au travail, un sur dix a une éducation supérieure, un sur trois a terminé son éducation secondaire⁹⁰, trois fois moins que dans les pays de l'OCDE. Or si la pertinence des déterminants institutionnels pour le rattrapage se discute, le caractère incontournable de la formation fait l'unanimité. En outre, la Chine devra faire face aux réticences des pays avancés à transférer des technologies – recherche, accueil d'étudiants – ou à accueillir ses investissements.

Pour rattraper le niveau de productivité des États-Unis (en faisant l'hypothèse que la productivité américaine progresse de 1 % l'an), la productivité chinoise devrait augmenter de 6 % l'an. Si elle progresse au même rythme qu'en Corée depuis 1995, elle atteindra en 2050 la moitié du niveau américain et moins si l'adoption de nouvelles technologies renforce la compétitivité américaine.

88. La révolte de Tien'anmen est survenue lorsque les 20-29 ans représentaient 20 % de la population, le pourcentage le plus élevé depuis 1950... et qui sera deux fois plus bas à partir de 2030; le soulèvement des années 1910 aurait coïncidé avec un boom du pourcentage de jeunes.

89. Attané, *op. cit.*, « la Chine appartient à la petite trentaine de pays dans le monde toujours incapable d'offrir une éducation obligatoire gratuite à ses enfants ».

90. La scolarisation brute est de 95 % mais un pourcentage élevé n'achève pas le cycle secondaire. Le rapport China 2030 s'était donné comme objectif un taux de scolarisation de 90 % dans le secondaire en 2020 qui caractérisait la Corée de 2000.

Tableau 7. Évolution de la productivité et niveau en 2016

	1990-1995	1995-2000	2000-2005	2005-2010	2010-2016	Niveau 2016
Chine	10,6 %	7,1 %	8,6 %	10,3 %	7,1 %	20 %
Corée	5,8 %	4,6 %	3,2 %	3,4 %	3,2 %	55 %
Inde	3,1 %	4,2 %	4,7 %	7 %	7 %	13 %
Indonésie	6,4 %	-1,6 %	3,2 %	2,8 %	3,6 %	21 %
US	1,6 %	2,4 %	1,8 %	1,1 %	0,6 %	100 %

Source : à partir des données Asia Productivity Organisation.

Les vents contraires freineront la croissance de la Chine. Eichengreen⁹¹ prévoit un ralentissement brutal au cours des années 2020 lorsque le revenu (ppa) chinois sera la moitié du revenu américain. La hausse de la consommation ne suffisant pas à compenser la baisse de l'investissement, Michael Petits (2013) prévoit que la croissance chinoise sera ramenée à 3 % l'an. Analysant l'expérience d'une centaine de pays pendant vingt-cinq ans, Summers et Prichett⁹², concluent que « le retour à la moyenne mondiale » est la tendance la plus robuste et ils prévoient, que la croissance chinoise sera de 4 % jusqu'en 2033 et de 2 % ensuite⁹³. La situation des autres pays asiatiques est plus préoccupante (2014). En effet, si l'écart de productivité entre la Chine et la Malaisie et les pays avancés se réduit, il s'élargit dans le cas des Philippines, du Vietnam, de la Thaïlande et de l'Indonésie. Leur croissance reposant davantage sur les services, ils auront plus de difficulté à rattraper le revenu des pays avancés⁹⁴. L'évolution de l'Inde sera différente ; elle part de plus bas, son potentiel de rattrapage est plus important et elle sera moins affectée par le ralentissement du commerce mondial, son économie reposant moins sur les exportations.

Ces perspectives conduisent à une configuration de l'économie mondiale en 2050 très différente de la précédente. La Chine conservera sa première place avec une part du PIB mondial (en ppa) qui aura légèrement diminuée depuis 2018. Le PCC sera-t-il capable de gérer les frustrations que créera ce ralentissement parmi les jeunes mieux formés ? Oui, si ce ralentissement est compensé par une meilleure répartition des richesses. Dans le cas contraire, la Chine connaîtra une période d'instabilité politique qui peut conduire à plus d'agressivité envers ses voisins.

91. Eichengreen B., Donghyun Park, Kwanho Shin, « When fast growing economies slow down: international evidence and implications for China », *NBER Working Paper*, 16919, 2011.

92. Lant Pritchett, Lawrence H. Summers, 2014, « Asiaphoria Meets Regression to the Mean », *NBER Working Paper*, 20573, October.

93. Lant Pritchett, Lawrence H. Summers, 2014, « Asiaphoria Meets Regression to the Mean », *NBER Working Paper*, n° 20573, October.

94. D Rodrik, *Services, manufacturing, and new growth strategies*, 15 Octobre 2014, dans *rodrikweblog*.

Tableau 8. Répartition du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat 2050

Pays	2018	2040
États-Unis	15 %	14 %
Europe	11,5 %	8 %
Chine	18,5 %	17 %
Inde	8 %	15 %
Autre Asie	10 %	12 %

Source: à partir de Capital Economics et du scénario Middle Income Trap de la Banque asiatique de développement

Conclusion, le Sud perd le Nord

Comme le souligne Michael Spence (2011), la faisabilité du rattrapage dépend autant de la dynamique propre aux pays asiatiques que de la capacité des pays avancés à « s'accommoder » de ces émergences⁹⁵. Les vents contraires qui souffleront sur la Chine peuvent provoquer une période de stagnation, qui n'effacera pas les progrès réalisés depuis 1978. Un des principaux enjeux des années à venir sera de « faire de la place à la Chine⁹⁶ ».

Le ^{xxi}^e siècle sera celui de l'effacement du Nord et de la montée du Sud à commencer par l'Asie où le futur est parfois perçu comme un retour au passé (Khanna, 2018). L'effacement du Nord peut être illustré par la dynamique des échanges Sud-Sud de produits manufacturiers passés de 10 % du commerce mondial en 2000, à 30 % en 2010 et 35 % en 2018 (source chelem). Ce mouvement est en partie expliqué par la Chine devenue le principal partenaire commercial du reste de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique du Sud (seconde en Amérique latine). L'offre chinoise est adaptée à la demande des pays émergents qui assureront la part la plus importante de l'accroissement mondial de la consommation

95. L'essor des pays émergents ne s'est pas accompagné de changements de la gouvernance (droits de vote, nationalité des dirigeants) des Institutions financières internationales El-Erian, *The Risk of a New Economic Non-Order*, Project Syndicate, 19 Sept. 2017.

96. Selon l'expression de D Rodrik. Interrogé sur la place que la Chine souhaite, l'ancien Premier Ministre de Singapour qui a conseillé tous les chefs d'État chinois a répondu: « *Comment ne pas penser qu'ils aspirent à devenir le n°1 en Asie et dans le monde. La Chine veut être la Chine et non un membre honorable de l'Occident* », cf. G. Allison, D Backwill et Ali Wyne, *Lee Kuan Yew the Grand Master's Insights on China, the United States and the World*, MIT Press, 2013.

(Mancini *et al.*, 2017). La Chine va-t-elle bouleverser l'architecture internationale qui a favorisé son émergence ?

Réagissant à la création de l'Asian Infrastructures Investment Bank (AIIB) par la Chine, le président Obama l'avait accusé de vouloir « renverser l'ordre international⁹⁷ » et il a demandé sans succès aux alliés des États-Unis de ne pas participer à son capital. Cette accusation était injustifiée car au lieu de créer l'AIIB, la Chine aurait pu renforcer la banque de développement des BRICS (Brésil, Inde, Russie, Chine et Afrique du Sud) ou les banques publiques chinoises. En optant pour une banque multilatérale, elle a fait le choix de créer une institution qui *volens nolens*, sera plus transparente que les établissements chinois. On recense plusieurs institutions internationales⁹⁸ créées par la Chine, dont le fonctionnement n'est pas très différent de celui des institutions multilatérales. À Davos, en janvier 2018, Xi Jinping s'était présenté en héraut de la mondialisation face aux États-Unis de Donald Trump. Ces différentes initiatives témoigneraient de la volonté de la Chine de construire un ordre parallèle et non alternatif, à l'ordre multilatéral. Inversement jusqu'à son second sommet (avril 2019), la Belt and Road Initiative apparaissait comme une alternative à l'ordre multilatéral et la mondialisation par les règles⁹⁹. Cependant, la prise en compte des craintes suscitées par le surendettement de plusieurs pays fait évoluer la position de la Chine qui, à l'occasion du second sommet BRI, a souhaité coopérer avec les institutions financières internationales¹⁰⁰.

L'évolution de la Chine vers un ordre parallèle lui permettant d'influencer l'ordre multilatéral sans le détruire ou au contraire vers un ordre alternatif déclenchant une nouvelle guerre froide, dépendra autant des relations sino-américaines que des rapports de force internes aux États-Unis et en Chine.

97. [<http://www.ft.com/cms/s/2/a0a01306-d887-11e4-ba53-00144feab7de.html#axzz3Y873Hng4>].

98. Dans le domaine économique, la Nouvelle Banque de développement, le China International Payment System, China Union Pay, Universal Credit Rating Group: Oliver Stuenkel, *Post-Western World: How Emerging Powers Are Remaking Global*, Polity Press, 2016 (p. 103) et on peut ajouter Namsan Mekong parallèle au Comité du Mekong.

99. Selon l'ambassadeur allemand à Pékin. « J'appellerais OBOR une globalisation à caractéristiques chinoises alors que nous la préférons adossée à des règles », *Le Monde*, août 2017. En janvier 2018, le patron d'un grand groupe allemand dit: « La BRI sera le nouvel OMC qu'on le veuille ou non » (cité par Bruno Macaes, *Belt and Road a Chinese World Order*, Hurst 2018). À ce sujet, Alice Ekman (sous la direction de) *La Chine dans le monde*, CNRS éditions, 2018.

100. Elles ont évoqué la construction d'un cadre d'analyse de la soutenabilité de la dette, un clin d'œil au FMI qui fait régulièrement ce type d'exercice à l'occasion de ses missions. Article IV cela traduirait un relâchement du principe de non-ingérence qui a été la marque de fabrique de la politique étrangère chinoise depuis 1954.